



## Economie Politique de la Régulation

La monnaie, unité de confiance sociale

2019-05-29

### Objectifs

Au cours des siècles, les sociétés humaines ont progressivement construit une méthodologie politique permettant de régler les enjeux de la cité de manière plus ou moins non violente. Il s'agit de la démocratie. Celle-ci demeure imparfaite et s'exerce de manière différente selon les nations, mais les invariants suivants sont unanimement acceptés : la séparation des pouvoirs, les droits de l'homme, la liberté d'expression.

Sur le plan économique, la situation est plus confuse et moins consensuelle. Du temps de l'union soviétique, deux modèles s'opposaient : à l'Ouest, la propriété privée et l'économie de marché, à l'Est, la propriété collective et l'économie planifiée. Faute d'une gouvernance réactive et décentralisée, cette dernière s'est effondrée, condamnant ce modèle de manière irrévocable, mais son modèle opposé n'a pas encore été en mesure de créer un large consensus autour de son modèle et de ses principes.

L'Economie Politique de la Régulation a pour ambition de jeter les bases permettant de construire un consensus similaire à celui de la démocratie pour le champ économique en intégrant les problématiques sociales et écologiques.

### Un nouveau paradigme

L'enjeu écologique milite évidemment pour un changement de paradigme du modèle économique mais l'absence d'un nouveau modèle vers lequel se diriger, bloque la mise en œuvre de la transition écologique. Des objectifs ambitieux sont énoncés, des valeurs généreuses sont invoquées mais la nouvelle mécanique permettant d'agencer les acteurs du territoire n'a pas encore été définie.

Le premier changement est cognitif et implique l'abandon de la notion de croissance. Dans un monde aux ressources finies, la croissance ne peut pas être infinie. Le concept de croissance appartient maintenant au passé et doit être remplacé par celui de régulation, qui implique une indispensable modération.

Georges Bataille avait eu cette intuition quand il écrivit la « Part maudite »<sup>1</sup>, ouvrage d'économie politique qui propose un renversement copernicien du paradigme économique de base. Au lieu de lutter contre la rareté, écrivait-il, la fonction économique de toute société humaine est de détruire l'excédent d'énergie qui s'accumule irrémédiablement. « *Le soleil donne sans jamais recevoir alors il y a nécessairement accumulation d'une énergie qui ne peut qu'être gaspillée dans l'exubérance et l'ébullition* ». Dès lors, pour Bataille, « *puisque le destin de*

<sup>1</sup> Georges Bataille, la Part maudite, essai d'économie générale, Edition de Minuit, 1949, 232 pages

*l'univers est « un accomplissement inutile et infini, celui de l'homme est de poursuivre cet accomplissement. L'homme est un sommet par la dilapidation : opération glorieuse entre toutes, signe de souveraineté ».* Il montre que quel que soit la société, il existe toujours une fonction de consommation qui peut prendre des formes paradoxales comme au Tibet « *société d'entreprise religieuse, où le monachisme est un mode original de dépense de l'excédent, solution en vase clos qui, grâce au grand nombre de moines improductifs et sans enfants, étanche au-dedans sa violence explosive* ». Il voit dans la guerre une forme particulièrement efficace de consommation d'énergie mais la guerre atteste par elle-même que les hommes en ignorent la raison fondamentale et avec la course aux armements et aux étoiles, il y voit l'esquisse d'un « *Potlatch gigantesque, comme un moyen d'éviter plus ou moins consciemment cette dépense catastrophique de l'énergie excédante qu'est la guerre.* ».

A l'heure de la transition écologique, l'économie politique de la régulation a pour objectif d'absorber l'énergie en excédent produite par le système capitalistique, tel un fleuve endoréique dont les eaux sont absorbées au milieu du désert<sup>2</sup>.

## La monnaie au cœur de l'échange et de la régulation

La monnaie est une institution sociale qui a pour principale fonction de permettre l'échange des biens et services. Le troc, contrairement à une croyance largement partagée, n'a existé qu'à deux occasions : lors de la dévaluation du rouble en Russie dans les années nonante et lors de la dévaluation du peso en Argentine en 2002<sup>3</sup>.

Chez nos ancêtres chasseurs-cueilleurs, la circulation des biens se faisait plutôt par le partage du gibier et de la cueillette. Par la suite, le potlatch, analysé par Mauss, avait pour objectif, en faisant montre d'une prodigalité excessive, de matérialiser la puissance du donneur et ce n'est pas un hasard si le potlatch était réservé aux chefs. Le partage avait toutefois ses limites car il ne pouvait se faire qu'avec les biens disponibles du moment et qui pouvaient facilement être fractionnés. De plus, le partage n'impliquait pas nécessairement de réciprocité, le transfert de biens était à sens unique.

La nécessité de faciliter les échanges de biens réciproques et de conserver la trace de ces échanges dans le temps, ont conduit les sociétés mésopotamiennes à conserver la trace de ces échanges sur des tablettes d'argile où chaque transaction donnait lieu à une inscription.

Accumulation des transactions, destruction de la tablette, ce qui revenait à solder le compte, ont permis d'établir les bases de la comptabilité et des mathématiques.

## Echanger et faire société

La possibilité de concevoir des échanges plus sophistiqués a contribué à la complexification des sociétés et à la constitution de classes sociales plus différenciées et spécialisées. Les tablettes d'argile enregistrant la valeur de la dette, l'idée de permettre leur circulation et d'échanger des reconnaissances de dettes a accompagné la naissance de la monnaie, forme « générique » de la valeur.

L'apparition de la monnaie ne s'accompagne pas spontanément de la création des marchés. Une volonté politique est nécessaire. Un roi souhaitant soutenir une armée permanente de cinquante mille hommes, devra maintenir une force équivalente pour assurer la subsistance de cette force. En distribuant de la monnaie aux soldats pour leur permettre d'acheter leur subsistance et en exigeant que chaque famille du royaume contribue à l'impôt, le roi institue de facto un marché. C'est d'ailleurs ce que Gallieni a fait à Madagascar en 1901 afin de mettre les indigènes au travail<sup>4</sup>. A une autre échelle mais de manière similaire, le rôle de l'US dollars comme

<sup>2</sup> En hydrologie, l'endoréisme d'un cours d'eau est le fait qu'il ne se déverse pas dans une mer, mais est au contraire clos dans une cuvette fermée. Les pluies qui l'alimentent ne peuvent le quitter que par évaporation ou infiltration.

<sup>3</sup> David GRAEBER, *Debt, the first 5'000 years*, Melville House Publishing, 2011, 542 pages - p.37

<sup>4</sup> Ibidem, p.58.

monnaie souveraine des échanges internationaux, et son interdiction de commercer avec l'Iran, est une autre illustration de la puissance de la monnaie et du souverain qui la contrôle. L'émission monétaire du Trésor américain n'étant plus adossée à l'étalon-or depuis 1971, la valeur du dollar ne repose que sur la confiance que lui accorde les acteurs économiques.

Afin de signifier la valeur de la pièce de monnaie, celle-ci devait être frappée dans un métal rare, généralement l'or, cet actif sans passif en contrepartie selon Keynes. En y gravant sa figure, le roi pouvait manifester ainsi sa puissance économique et politique, ses sujets se reconnaissant dans les échanges effectués avec la monnaie frappée à son nom.

Cette convention monétaire et sociale demeurait toutefois fragile car il pouvait être tentant pour le souverain, de diminuer la taille des pièces ou la quantité d'or incluse dans leur alliage, afin d'augmenter la monnaie en circulation. Si à court terme, la ruse pouvait passer inaperçue, les acteurs économiques s'en rendaient vite compte et la dévaluation de la valeur de la monnaie s'accompagnait d'une dévaluation de la puissance politique du royaume.

En d'autres termes, la valeur d'une unité de monnaie n'est pas la mesure de la valeur d'un objet, mais la mesure de la confiance entre les membres de la communauté<sup>5</sup>. La monnaie étant comprise comme convention sociale de la confiance intra-communautaire, l'horizon ultime de toute politique monétaire est la préservation de cette confiance, coûte que coûte.

Le principal facteur qui contribue à éroder la confiance dans une monnaie est l'instabilité des prix qui se manifeste généralement par l'inflation, le prix d'aujourd'hui, ne reflétant plus celui d'hier. La dette apparaît comme l'autre démon de la monnaie, son non-remboursement étant perçu comme une perte nette pour le créancier. Mais ce qui est vrai à l'échelle individuelle, ne l'est pas toujours à l'échelle de la communauté. La dette publique étant celle de la communauté, le choix de la rembourser ou de la financiariser par la création monétaire est une décision souveraine. L'intense débats sur la nouvelle théorie monétaire<sup>6</sup> indique que ces questions ne sont plus taboues.

## Acteurs de l'économie de marché

Avant la chute de l'URSS, deux modèles économiques s'opposaient : à l'Ouest, la propriété privée et l'économie de marché, à l'Est, la propriété collective et l'économie planifiée. Le modèle soviétique s'est effondré, principalement parce que planifier l'ensemble d'une économie est une gageure et parce que la collectivisation a sapé la productivité de l'agriculture. Confisquant la production agricole, les paysans ont baissé les bras : « ils font semblant de nous payer, nous faisons semblant de travailler ».

Malgré d'importants investissements, l'URSS n'a jamais été autosuffisante sur le plan de la production agricole. Contrainte d'exporter son pétrole pour importer des produits agricoles, l'URSS s'engageait dans une voie sans issue car progressivement, les ressources financières disponibles ne permettent plus d'importer les produits agricoles et de remplacer les équipements vieillissants nécessaires à l'extraction pétrolière. Soit elle « affame » sa population ce qui conduit à des révoltes, soit elle laisse filer la dégradation de son infrastructure pétrolière ce qui ne fait qu'aggraver ses problèmes. L'effondrement était alors inévitable<sup>7</sup>.

N'ayant pas eu à l'époque le courage et l'humilité pour comprendre les causes profondes de l'effondrement du modèle soviétique, la gauche ne parvient pas à articuler des alternatives crédibles sur le plan macro et micro économique. Au pire, elle voue aux gémonies le grand capital, au mieux elle rêve d'une économie horizontale

---

<sup>5</sup> Ibidem, p.55.

<sup>6</sup> 2019-05-17 Le débat autour de la théorie monétaire moderne est passionnant.

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/17/patrick-artus-le-debat-autour-de-la-theorie-monetaire-moderne-est-passionnant\\_5463530\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/17/patrick-artus-le-debat-autour-de-la-theorie-monetaire-moderne-est-passionnant_5463530_3232.html)

<sup>7</sup> Egor Gaïdar, la chute de l'empire soviétique. Leçons pour la Russie d'aujourd'hui, Eyrolles, 20210, 330 pages

associative sans rapports de force, oubliant que la fixation d'un prix lors d'un échange matérialise le rapport de force sociale sous-jacent entre les deux parties<sup>8</sup>.

### Acteurs paradigmatiques & syntagmatiques

Sur un territoire donné, qu'il s'agisse d'un département ou d'un état, on trouve plusieurs acteurs qui interagissent de manière plus ou moins harmonieuse.

Premièrement, il y a les acteurs paradigmatiques. Il s'agit de tous les groupes de personnes physique ou morales possibles présentant des caractéristiques communes : les habitants d'une ville, les avocates de moins de cinquante ans, les fidèles de l'église protestante, les membres du parti vert, les PME de moins de 20 employés, etc. Il n'y a pas de limite à la constitution d'un groupe paradigmatique et toute combinaison de caractéristiques permet d'en constituer un.

Deuxièmement, il y a les acteurs syntagmatiques<sup>9</sup>. Il s'agit généralement de personnes morales, bien qu'on trouve aussi des personnes physiques, qui proposent des activités, des biens ou des services aux acteurs paradigmatiques : une boulangerie vend du pain aux habitants du quartier, une association organise des activités pour les personnes âgées, un fonds d'investissement finance la transition écologique, un collectif d'avocats progressiste défend les minorités, un architecte, tous sont des acteurs syntagmatiques qui se subdivise en deux catégories : ceux à but lucratif et ceux sans but lucratif.

Ces derniers sont généralement toujours considérés comme bienveillants alors que les premiers sont toujours suspectés de vouloir exploiter son prochain. Or, le véritable *distinguo* concerne la propriété des fonds propres au passif du bilan. Dans le cas d'une personne morale sans but lucratif, il n'y a pas de propriétaire et en cas de liquidation de la personne morale sans but lucratif, l'actif net restant doit être reversé à la collectivité. Dans le cas d'une personne morale à but lucratif, les fonds propres appartiennent soit à des actionnaires, dans le cas d'une SARL ou d'une SA, ou à des membres dans le cas d'une coopérative<sup>10</sup>.

La lucrativité « toxique » n'est donc pas nécessairement liée à la forme juridique, l'association sans but lucratif de la FIFA est là pour le démontrer et de nombreuses personnes morales ne versent jamais de dividendes, faute de bénéfice suffisant. Car pour *faire du pognon*, il faut commencer par ne pas en perdre.

Le choix de la forme juridique dépend largement de l'activité envisagée et des besoins en fonds propres. Si organiser des activités pour les personnes âgées ne nécessite pas d'investissement conséquent, lancer un nouveau processus industriel qui trouvera son point d'équilibre d'ici trois ans, nécessite des fonds propres conséquent pour couvrir les investissements de départ et le déficit du compte de résultats.

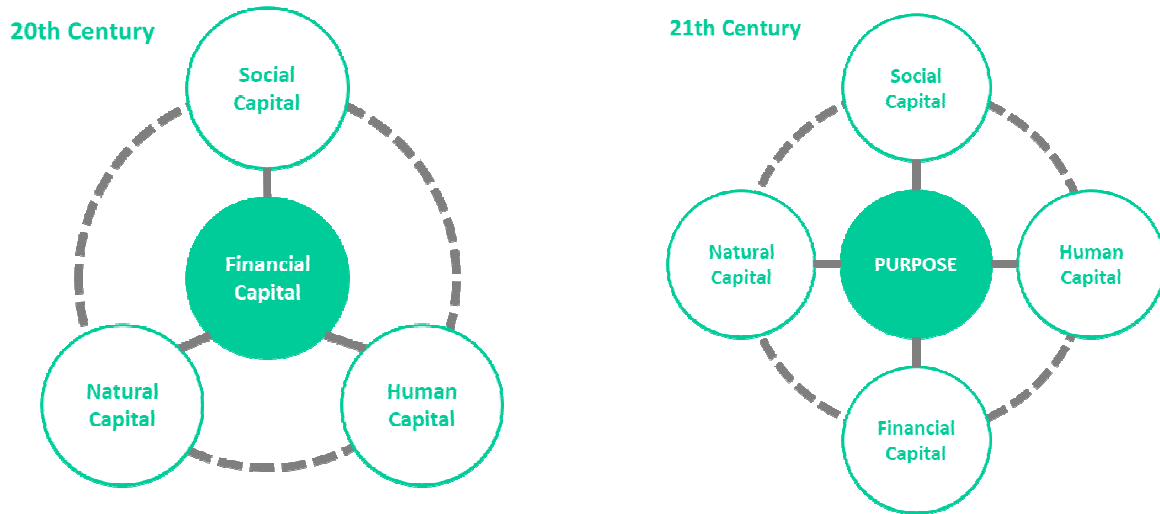
La *non-toxicité* de la personne morale à but lucratif, est assurée au niveau de sa gouvernance qui a pour fonction de maintenir un équilibre juste entre les intérêts des actionnaires, des employés et de la collectivité. Le capital doit aussi être rémunéré car si le message est : « *investissez dans mon entreprise, au mieux vous ne gagnerez rien, au pire vous perdrez tout, on peut raisonnablement prévoir qu'il sera difficile de réunir les fonds propres nécessaires* ». La gouvernance est une fonction qui reflète les priorités et les valeurs des parties prenantes, elle n'est pas un mode d'emploi qui ne connaît qu'une seule application.

---

<sup>8</sup> Paul Jorion, le prix, Champs essais, Flammarion, 2016, 368 pages

<sup>9</sup> Acteur réalisant un programme. Claude Raffestin, la géographie du pouvoir, éd. LITEC, 1980, 250 pages

<sup>10</sup> Confusion est largement partagée, même par des consultants d'une grande banque européenne pour la reconstruction.



## Le secteur public

Les fonctions du secteur public, le périmètre de ses missions, son mode de financement continuent à faire débat alors que tous soulignent la nécessité de le préserver. La principale caractéristique du secteur public est qu'il mutualise des tâches qui bénéficient à l'ensemble de la population. Si le rôle du secteur privé est de produire, le rôle du secteur public est de protéger, réguler, éduquer et innover autour des sept fonctions suivantes :

1. **Formation** | Culte | Culture | Education | Recherche | Sport
2. **Protection** | Chômage | Intégration | Retraite | Santé
3. **Sécurité** | Développement | Défense | Diplomatie | Police
4. **Finance** | Banque centrale | Budget | Finance publique | Fiscalité
5. **Production** | Agriculture | Artisanat | Industrie & PME | Services
6. **Infrastructure** | Ecologie | Energie | Logement | Réseaux | Transport
7. **Contrôle** | Cour des comptes | Conseil constitutionnel | Justice | Normes & standards

Avec la démocratie, la séparation des pouvoirs, les médias et la société civile, il est possible d'assurer un fonctionnement serein et efficace de ces sept fonctions.

## Financement du secteur public

### Impôts, histoire & typologie

Si la monnaie a participé au renforcement du pouvoir politique c'est bien l'impôt qui en a été l'instrument technique. Au cours des siècles, les types d'imposition ont évolué en fonction des transformations de l'économie, des possibilités effectives d'imposition et des rapports de forces sociaux.

L'impôt se caractérise par une composante commerciale et douanière, des composantes directes et indirectes et des régimes d'exemption, qui selon les époques et les systèmes fiscaux, favorisent des privilèges (religieux ou sociaux) ou visent à alléger la pression fiscale sur les plus pauvres.

La fiscalité directe pèse sur le revenu ou le patrimoine des personnes. A l'origine inégalitaire, épargnant le clergé et la noblesse, elle est progressivement élargie aux signes extérieurs de richesse (propriété terrienne, habitations) et les revenus personnels (impôt sur le revenu, les sociétés).

L'impôt indirect est prélevé à l'occasion d'un événement (vente, succession) et sous forme de taxe sur la consommation : gabelle sur le sel, institué par Philippe VI en 1341 et perçu jusqu'en 1789, taxes sur les alcools, les produits pétroliers et la TVA.

Les procédés d'évitement de l'impôt sont une forme récurrente de résistance à l'impôt de la part des contribuables, qu'il s'agisse de contrebande, de dissimulation de revenus et de transactions, de mise en place de fraude plus complexe et, dans la période récente, d'optimisation fiscale.

### Un budget homéostatique

Les déficits budgétaires ne sont pas le résultat de gouvernements incapables d'établir un budget à l'équilibre mais de la volonté du parti majoritaire de favoriser son camp : baisse des impôts pour les partis de droite, augmentation des dépenses pour les partis de gauche<sup>11</sup>.

Des postes budgétaires déterminés par un pourcentage au lieu d'un montant nominal aurait pour résultat de toujours s'inscrire à l'intérieur d'un montant global de 100%. De plus, en distinguant clairement les investissements des charges de fonctionnement, il sera plus facile de déterminer et de gérer la dette publique.

L'utilisation du pourcentage permet aussi de lutter contre le syndrome du « Bean counting accountant », le comptable, compteur de haricots, qui ne supporte pas le moindre écart, ne serait-ce que d'un centime, entre la prévision budgétaire et son exécution.

La révolte des gilets jaunes, qui s'est nourrie de l'augmentation des *dépenses contraintes*, participent aussi de cette absence de souplesse homéostatique<sup>12</sup>. Si certaines dépenses étaient déterminées en fonction d'un pourcentage du revenu, l'impression d'étouffement en serait diminuée. Cette extrême rigidité du carcan comptable, dans le secteur public comme dans le secteur privé, est un facteur majeur, mais ignoré, de la crise que subissent les populations.

Le budget au pourcentage peut être introduit progressivement sur une période plus ou moins longue.

### Recettes fiscales & micro-impôt<sup>13</sup>

Si déterminer les charges par un pourcentage permet d'introduire des éléments d'équilibre homéostatique, les recettes fiscales, qui se situent en amont de la dépense, le seront aussi par l'introduction du micro-impôt. Avec le micro-impôt, ce n'est plus le citoyen qui est soumis à l'impôt pour son travail, mais le volume des paiements électroniques soumis à une charge minimale, homogène et automatique sur chaque transaction de débit et de crédit. Le micro-impôt se présente comme un substitut complet au régime fiscal actuel. La transition vers le micro-impôt se justifie par la diminution du travail qui est progressivement remplacé par les robots et la numérisation.

En 2012 en Suisse, selon le Swiss Interbank Clearing (SIC), le trafic des paiements s'est monté à CHF 95'000 milliards, le marché des devises (CHF 50'000 milliards, BRI Bâle) et les paiements « in-house », effectués par les banques atteignant CHF 35'000 milliards. Ces montants sont sans communes mesure avec le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse qui était de CHF 626 milliards en 2012.

<sup>11</sup> Sur les 30 dernières années, le budget de l'Etat français est déficitaire à 28 reprises.

<sup>12</sup> Qui permet à un être vivant de conserver l'équilibre physiologique à l'intérieur de son organisme malgré des conditions extérieures contraires. Ex. L'être humain qui quelle que soit la météo, conserve une température constante à 37°C.

<sup>13</sup> Felix Bolliger, La logique d'un micro-impôt automatique sur l'ensemble des paiements électroniques, 26 mars 2019, 12 pages.

Avec un trafic de paiements de CHF 100'000 milliards et un micro-impôt de 1.15 pour mille (0,00115) sur chaque débit et crédit, les recettes fiscales dégagées permettraient de couvrir le budget public de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales publiques pour un montant de CHF 230 milliards. Le micro-impôt peut abroger les impôts en vigueur. Il est techniquement facile à implémenter et doté d'un rendement impressionnant. Contrairement à l'impôt sur le revenu, le micro-impôt, tout comme la TVA, ne connaît pas de progressivité. Ceci peut toutefois être compensé par l'introduction d'un seuil plancher au-dessous duquel le micro-impôt ne sera pas prélevé. De plus, le taux de prélèvement pourra être déterminé démocratiquement par la population et ses représentants.

Le volume des recettes prélevées par le micro-impôt varie en fonction du volume des transactions journalières.

### Le Revenu de Base Inconditionnel

Le RBI est encore victime de nombreux préjugés à droite comme à gauche. Or le principal objectif du RBI est de rémunérer les valeurs ajoutées qui ne sont pas facturables, car trop granulaires et fragmentées pour pouvoir être comptabilisées de manière appropriées.

En octroyant un RBI à chaque citoyenne et citoyen, la société reconnaît la plus-value apportée par chacun. La prise de conscience croissante de la population sur les questions écologiques et sociales soutient que le risque que cet RBI soit utilisé à mauvais escient est faible.

Le montant du RBI mensuel, lui aussi déterminé par un pourcentage et financé par le micro-impôt, fluctuera en fonction de l'activité économique. Si elle diminue, ainsi que son corollaire, les transactions électroniques, alors le volume disponible permettant de financer le RBI diminuera aussi, incitant les citoyennes et citoyens à renouer avec une activité économique de marché. Ici aussi, un système de régulation homéostatique se met en place.

### Financement de la transition écologique

La transition écologique nécessitera des investissements massifs qui pourront être financés de deux manières :

- Avec le micro-impôt, il est possible de prélever un impôt qui sera proportionnel à l'accumulation capitaliste et qui pourra servir à financer des mesures de protection. Par voie démocratique, la société peut augmenter le montant de la commission afin de disposer de plus de ressources pour financer la transition écologique.
- Il faudra aussi envisager la création monétaire ex-nihilo afin de disposer des volumes nécessaires<sup>14</sup> pour autant qu'un phénomène d'inflation non maîtrisé ne s'enclenche. Mais avec la numérisation des échanges, on peut envisager un modèle de régulation qui évite les dérapages.

Si la monnaie est une unité de confiance sociale, alors il n'est pas interdit d'envisager de créer de la monnaie pour autant que le processus soit sous contrôle démocratique et les banques centrales devront jouer un rôle clé dans cette évolution du système monétaire. Le financement de la transition écologique et la nécessité de maintenir la paix sociale implique de repenser les fondements du système économique et monétaire.

D'un côté, il faut abandonner la sacro-sainte notion de croissance qui est agitée comme un hochet devant une population qui vit toujours dans le mythe de l'absolue abondance.

De l'autre, il faut faire le pas d'une régulation homéostatique qui implique une non-régularité absolue des revenus (salaires) et des charges.

L'objectif de cette note est de contribuer à l'évolution des *mindsets*, sans dogmatisme, sans idéologie. Chacune et chacun est invité à se l'approprier et à l'enrichir, les apports de tous seront nécessaires.

---

<sup>14</sup> Cf. le débat sur la théorie monétaire moderne.